

CERCLE I

Document de travail 06

## « Cercle de discussion » sur la Cour de justice

**Objet :**     1. Dénomination des juridictions communautaires  
                  2. Accès des particuliers au juge communautaire  
                  par M. Jacques Floch

Les membres du « cercle de discussion » sur la Cour de justice, trouveront en annexe les commentaires de M. Jacques Floch, membre suppléant de la Convention.

---

Paris, le 4 mars 2003

---

**CONTRIBUTION DE M. JACQUES FLOCH**

|  |
|--|
| AU « CERCLE DE DISCUSSION » SUR LA COUR DE JUSTICE |
|--|

*Cette contribution est une proposition de compromis sur deux sujets débattus lors de la réunion du 3 mars 2003, et sur lesquels les opinions exprimées se sont révélées divergentes. Il s'agit d'une part de la dénomination des juridictions communautaires et d'autre part, de l'accès des particuliers au juge communautaire.*

**I – DENOMINATION DES JURIDICTIONS COMMUNAUTAIRES****- Cour de Justice**

L'appellation « Cour de Justice » a le mérite de la clarté et de la simplicité ; un changement de dénomination entraînerait une confusion au détriment de l'institution.

Il semble donc important de conserver l'appellation « Cour de justice » en l'adaptant à la dénomination future de l'Union. Il pourrait ainsi s'agir de la « **Cour de justice de l'Union européenne** ».

**- Tribunal de Première instance**

Lors de son audition par les membres du cercle de réflexion, M. Bo Vesterdorf, Président du Tribunal de première instance (TPI), s'est clairement prononcé en faveur d'un changement de dénomination, notamment pour tenir compte de l'évolution des compétences juridictionnelles du TPI.

Le terme de « tribunal » ayant une signification différente selon les pays de l'Union, il semble souhaitable de le remplacer par le terme « juridiction ». Compétent à la fois en premier ressort, mais également en appel des décisions des chambres juridictionnelles, cette « juridiction » pourrait ainsi être qualifiée de « **Haute juridiction de l'Union européenne** » ou simplement « **Juridiction de l'Union européenne** ».

## - **Chambres juridictionnelles**

Dans un souci de clarté, les chambres juridictionnelles placées auprès de la « Haute juridiction de l'Union européenne » ou « Juridiction de l'Union européenne » pourraient prendre le nom de « **Tribunaux spécialisés** ».

## **II – ACCES DES PARTICULIERS AU JUGE COMMUNAUTAIRE**

Le débat qui s'est tenu lors de la réunion du 3 mars a révélé de profondes divergences quant à un assouplissement du droit d'accès des particuliers à la Cour de Justice. La rédaction actuelle de l'article 230§4 est très restrictive puisqu'un particulier ne peut saisir la juridiction communautaire que s'il est « *directement **et** individuellement* » concerné par une décision, même si l'on constate que la jurisprudence atténue les effets les plus restrictifs.

Le document préparé par le Secrétariat du cercle de réflexion<sup>1</sup> a présenté 3 options possibles :

- une option extensive, défendue par M. Meyer, qui propose de remplacer « *directement **et** individuellement* » par « *directement **ou** individuellement* » ;
- une option présentée par MM. Farnleitner et Rack qui propose de supprimer les mots « *ou individuellement* » et de les remplacer pour les mots « *concerne directement sa situation juridique* » ;
- une autre option propose de maintenir le système actuel mais en y ajoutant les recours des particuliers contre des actes de l'Union de portée générale qui les concernent directement et qui ne comportent aucune mesure d'exécution. Cette solution permettrait d'éviter qu'un particulier soit dans l'obligation de violer un acte communautaire et d'être sanctionné par une juridiction nationale pour être en droit d'attaquer un acte communautaire.

Aucune de ces trois options n'ayant fait l'objet d'un consensus, une voie de compromis doit être recherchée, qui permette d'élargir l'accès des particuliers au juge communautaire, en tenant compte de la diversité des arguments avancés. Au cours de la réunion, MM. Badinter, Dastis et Mme la Baroness Scotland ont plaidé pour le *statu quo*, craignant qu'un assouplissement des conditions posées par l'article 230§4 ne provoque un engorgement de la Cour qui serait nuisible au bon fonctionnement de la justice communautaire, et donc *in fine*, au justiciable.

Pour autant, l'intégration de la Charte dans le traité constitutionnel, avec pleine valeur juridique, n'a de sens que si elle s'accompagne de la possibilité pour les justiciables européens de s'en prévaloir directement devant le juge communautaire. Cela est nécessaire pour assurer le droit fondamental à une protection juridictionnelle effective contre les actes européens, alors même que le droit de recours est garanti par l'article 47 de la Charte<sup>2</sup>. Cette possibilité d'invoquer la Charte **ne doit pas être encadrée dans un recours spécifique** qui serait difficile à distinguer des autres recours, les droits fondamentaux pouvant être invoqués dans presque tous les litiges. En outre, l'intégration de la Charte signifie qu'elle soit invocable au même titre, et selon les mêmes règles que n'importe quelle autre norme de droit primaire.

Pour tenir compte des travaux du groupe de travail IX sur la simplification des instruments et des procédures<sup>3</sup>, il pourrait être envisagé de prévoir un accès différencié au juge selon qu'il s'agit d'actes législatifs (lois-cadre et lois) ou d'actes réglementaires (règlements délégués, règlements et décisions).

- **Pour les actes législatifs**, il est proposé de maintenir les règles actuelles : un particulier ne pourrait saisir la juridiction communautaire que s'il est « directement **et** individuellement » concerné par un acte législatif de l'Union.
- **Pour les actes réglementaires**, la formulation proposée par M. MEYER pourrait être reprise : un particulier pourrait saisir la juridiction communautaire s'il est « directement **ou** individuellement concerné par un acte réglementaire de l'Union ».

---

<sup>1</sup> CERCLE I – WD 1

<sup>2</sup> L'article 47 al.1 de la Charte des droits fondamentaux énonce que « *toute personne dont les droits et libertés garantis par le droit de l'Union ont été violés a droit à un recours effectif devant un tribunal dans le respect des conditions prévues au présent article* ».

<sup>3</sup> CONV 424/02 WG IX 13.

- **En ce qui concerne le cas de figure spécifique où la législation communautaire formule une interdiction directement applicable sans qu'un acte national d'exécution soit nécessaire** : il conviendrait d'appliquer les mêmes conditions que pour les actes réglementaires, afin de répondre au problème posé par l'arrêt Jégo-Quéré<sup>1</sup>.
- 

---

<sup>1</sup> Arrêt du Tribunal de première instance du 3 mai 2002, Jégo-Quéré/Commission, T-177/01.